Le Québec mobilisé contre la pauvreté

PROFIL STATISTIQUE RÉGIONAL

LA RÉGION DE LAVAL

Avril 2011

Québec

Publication réalisée par la
Direction générale adjointe des politiques et de la prospective

Compilation statistique, analyse et rédaction
Équipes de la Direction des politiques de sécurité du revenu
et de la Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique,

avec la contribution d'Emploi-Québec et du ministère de la Santé et des Services sociaux

Secrétariat
Dany Garneau

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
425, rue Saint-Amable, 4e étage
Québec (Québec) G1R 4Z1

Téléphone : 418 646-7221
Télécopieur : 418 644-1299

La reproduction totale ou partielle de ce document est autorisée
à la condition que la source soit mentionnée.

Table des matières

Liste des tableaux 4
Liste des graphiques 4
Présentation 5
Chapitre 1 – Contexte général 6
1.1 Démographie 6
1.2 Éducation et formation 6
1.3 Revenu personnel disponible 8
1.4 Principaux indicateurs du marché du travail 8
1.5 Structure industrielle 9
Chapitre 2 – Indicateurs relatifs à la pauvreté 10
2.1 Faible revenu 10
2.2 Autres indicateurs relatifs à la pauvreté 11
2.3 Évolution de la clientèle prestataire des programmes d'assistance sociale 12
2.4 Logement 15
2.5 Profil de santé et de bien-être 16
Références utiles 17
Annexes 18
1.1 Faible revenu selon les régions 18
1.2 Tableau de bord des indicateurs relatifs à la pauvreté régionale 19

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 – Données démographiques 6

Tableau 2 – Répartition de la population de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008 7

Tableau 3 – Répartition de la population de 15 ans et plus en emploi selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008 7

Tableau 4 – Taux de chômage de la population de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008 8

Tableau 5 – Revenu personnel disponible par habitant (dollars de 2007) et variation en pourcentage, région et ensemble du Québec, 1997-2007 8

Tableau 6 – Principaux indicateurs du marché du travail pour la région de Laval et le Québec 9

Tableau 7 – Structure industrielle selon l'emploi, 2007 10

Tableau 8 – Taux de faible revenu selon la Mesure de faible revenu (MFR), personnes, Laval et ensemble du Québec, 1997-2007 11

Tableau 9 – Indicateurs relatifs à la pauvreté, année la plus récente, région et ensemble du Québec 11

Tableau 10 – Évolution du nombre de ménages et des nombres et taux d'adultes, d'enfants et du total des programmes d'assistance sociale, Laval et ensemble du Québec, mars 2000 et mars°2009 12

Tableau 11 – Nombre d'adultes prestataires des programmes d'assistance sociale selon le sexe et le programme, population de 18 à 64 ans, Laval et ensemble du Québec, mars 2000 et mars 2009 13

Tableau 12 – Aide à l'habitation sociale, nombre de ménages aidés pour 1000 ménages, selon le type de programme, Laval et ensemble du Québec 15

Tableau 13 – Amélioration de l'habitat, nombre de ménages aidés pour 1000 ménages, selon le type de programme, Laval et ensemble du Québec, 2003-2009[1] 15

Tableau 14 – Taux d'effort des ménages privés selon le mode d'occupation, 2006 15

Tableau 15 – Taux de faible revenu selon la Mesure de faible revenu (MFR), personnes, régions administratives et ensemble du Québec, 1997-2007 18

Tableau 16 – Tableau de bord des indicateurs relatifs à la pauvreté, comparaisons interrégionales, année la plus récente, Québec 21

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 – Évolution du nombre de ménages et de personnes prestataires des programmes d'assistance sociale, Laval, mars 2000 à mars 2009 14

Graphique 2 – Évolution des taux de prestataires, enfants et adultes, des programmes d'assistance sociale, Laval et ensemble du Québec, mars 2000 à mars 2009 14

Graphique 3 – Évolution des taux d'assistance sociale selon le sexe, population de 18 à 64 ans, Laval et ensemble du Québec, mars 2000 à mars 2009 14

Graphique 4 – Variation du taux de faible revenu des personnes selon la Mesure de faible revenu (MFR) par région administrative entre 1997 et 2007 (point de pourcentage) 19

Présentation

En vue de l'élaboration du prochain Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a décidé de consulter, à la suite du Rendez-vous national du 15 juin dernier, les acteurs locaux et régionaux concernés dans chacune des régions administratives du Québec. Pour appuyer la tenue de cette consultation dans votre région, nous avons réuni dans le présent recueil des statistiques portant sur les principales caractéristiques socio-économiques ainsi que les principaux indicateurs relatifs à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

Le document comporte donc deux chapitres. Le premier présente le contexte général de la région sur la base de statistiques touchant successivement la démographie, l'éducation, le revenu, le marché du travail ainsi que la structure industrielle. Le deuxième s'attache plus spécialement aux indicateurs relatifs à la pauvreté, notamment le taux de faible revenu, l'évolution du nombre et du taux de ménages et de personnes prestataires des programmes d'assistance sociale, ainsi qu'aux données sur le nombre de ménages recevant une aide grâce aux différents programmes administrés par la Société d'habitation du Québec. Enfin, on trouvera en annexe des statistiques destinées à faire voir, d'un coup d'œil, divers aspects de la pauvreté dans toutes les régions du Québec.

Il importe aussi de signaler que ce portrait statistique sommaire ne prétend d'aucune façon à l'exhaustivité. Il a été conçu dans le but de donner accès rapidement et facilement à des renseignements fiables qui pourront être utiles pour alimenter la réflexion et susciter des échanges.

CHAPITRE 1 – CONTEXTE GÉNÉRAL

1.1 DÉMOGRAPHIE

La région de Laval compte 384 224 habitants en 2008, ce qui correspond à 5 % de la population du Québec. Elle se situe ainsi au 7e rang des régions sur ce plan.

De 1971 à 2001, sa population s'est accrue de 53,5 %, croissance de loin supérieure à celle de l'ensemble du Québec (22,7 %). Pour cette période, seules trois régions du Québec la devancent à ce chapitre. Selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ)[1], l'augmentation de population prévue d'ici 2031 est de 106 000 personnes, soit 29 % de plus qu'en 2006. Cette croissance est accélérée par des soldes migratoires largement positifs dus à l'apport des autres régions du Québec aussi bien que de l'extérieur de la province. Sans cela, l'accroissement prévu sur 25 ans ne serait que de 36 000 personnes.

La région se signale par le niveau élevé de l'indice de remplacement de la main-d'œuvre (voir la définition à la note 2 du tableau 1). En effet, en 2007, on dénombre 107 personnes de 20-29 ans pour 100 personnes de 55-64 ans. Cet indice est en deçà du « seuil un pour un » pour la majorité des régions, à l'exception de Laval, de Montréal, du Nord-du-Québec, de l'Outaouais et de la Capitale-Nationale. Selon le scénario de référence de l'ISQ, l'indice de remplacement de la main-d'œuvre aura baissé à 97 à Laval en 2031, et seules les régions du Nord-du-Québec (150) et de Montréal (126) la devanceront à ce moment-là.

Tableau 1 – Données démographiques

	Laval	Ensemble du Québec
Population (2008)	384 224	7 750 504
Poids démographique	5,0 %	–
Rang sur 17 régions	7	–
Variation 1971-2001	53,5 %	22,7 %
Variation 2006-2016	14,3 %	7,9 %
Distribution par groupe d'âge (2007)		
0-14	17,4 %	16,0 %
15-29	18,8 %	19,6 %
30-64	49,5 %	50,0 %
65 et +	14,3 %	14,4 %
Espérance de vie (H) 2003-2005	79,1	77,4
Espérance de vie (F) 2003-2005	83,6	82,6
Rapport de dépendance démographique[1] (2007)	62,1	57,9
Indice de remplacement[2] (2007)	107,4	105,7

Source : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec. Compilations MESS.

1. Le rapport de dépendance démographique s'obtient en divisant la somme des 0-19 ans et des 65 ans et plus par les 20-64 ans. Le résultat est ensuite multiplié par 100.
2. L'indice de remplacement correspond au rapport des 20-29 ans sur les 55-64 ans, multiplié par 100. Cet indice mesure le renouvellement des personnes qui approchent de l'âge de la retraite (55-64 ans) par celles qui intègrent le marché du travail (20-29 ans). Ainsi, un indice de remplacement de 100 signifie que chaque personne qui s'apprête à quitter le marché du travail est remplacée par une personne plus jeune.

Note : Pour le rapport de dépendance démographique comme pour l'indice de remplacement, les données de 2007 sont des données provisoires.

1.2 ÉDUCATION ET FORMATION

Tout comme l'ensemble de la population du Québec, celle de Laval est de plus en plus scolarisée. Entre 1998 et 2008, on constate que la proportion de personnes ayant un diplôme d'études postsecondaires ou universitaires a progressé, tandis que celle des personnes sans diplôme a diminué. Ce sont les diplômés et diplômées universitaires qui ont vu leur poids relatif augmenter le plus dans la région au cours de cette période (8,1 points de pourcentage contre 4,2 pour l'ensemble du Québec). Par ailleurs, on remarque que la proportion de personnes ayant un grade universitaire est plus élevée dans cette région que dans l'ensemble du Québec.

1. Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et des régions 2006-2056*, Édition 2009.

En ce qui concerne le taux de décrochage au secondaire, les statistiques de 2007-2008 sur le taux de diplomation, sept ans après l'entrée au secondaire, montrent que la région se situe au-dessus de la moyenne du Québec. On note que 72,9 % des jeunes de la région ont obtenu leur diplôme d'études secondaires comparativement à 70,9 % dans l'ensemble du Québec[2].

Par ailleurs, le niveau de scolarité plus élevé de la population de Laval s'est reflété sur le marché du travail par une proportion accrue de personnes en emploi ayant un diplôme d'études universitaires en 2008. En effet, une personne en emploi sur quatre possédait un diplôme universitaire.

Pour terminer, il convient de noter que le taux de chômage de la population de Laval a diminué pour presque tous les niveaux de scolarité sur lesquels nous disposons de données. On constate que ce sont les titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires ou universitaires qui chômaient le moins en 2008. À l'opposé, la population n'ayant aucun grade, certificat ou diplôme a vu son taux de chômage augmenter sensiblement. Enfin, avec un recul de 1,7 point de pourcentage du taux de chômage entre 1998 et 2008, la région enregistrait à cet égard un résultat inférieur à celui de l'ensemble de la province.

Tableau 2 – Répartition de la population de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008

	Laval			Ensemble du Québec		
	1998	2008	Variation (p. p.)	1998	2008	Variation (p. p.)
Sans grade, certificat ou diplôme	32,8%	24,1%	-8,7	35,9 %	26,4 %	-9,5
Études secondaires terminées	15,2%	17,9%	2,7	14,9 %	15,1 %	0,2
Études postsecondaires partielles	9,7%	7,1%	-2,6	6,2 %	6,3 %	0,2
Diplôme d'études postsecondaires[1]	31,7%	32,2%	0,5	29,5 %	34,5 %	5,0
Grade universitaire	10,6%	18,7%	8,1	13,5 %	17,7 %	4,2
Total	100,0 %	100,0 %	–	100,0 %	100,0 %	–

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*[3].

1. Comprend les programmes d'apprentissage de métiers, les programmes des écoles d'études professionnelles, les diplômes d'études collégiales et les diplômes d'études universitaires inférieurs au baccalauréat (certificat).

Tableau 3 – Répartition de la population de 15 ans et plus en emploi selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008

	Laval			Ensemble du Québec		
	1998	2008	Variation (p. p.)	1998	2008	Variation (p. p.)
Sans grade, certificat ou diplôme	21,8%	12,6%	-9,1	21,0 %	14,9 %	-6,1
Études secondaires terminées	15,1%	18,6%	3,5	16,2 %	15,2 %	-1,0
Études postsecondaires partielles	10,6%	7,6%	-3,0	6,7 %	7,0 %	0,3
Diplôme d'études postsecondaires[1]	37,8%	37,9%	0,2	36,8 %	41,1 %	4,3
Grade universitaire	14,8%	23,3%	8,5	19,3 %	21,7 %	2,4
Total	100,0 %	100,0 %	–	100,0 %	100,0 %	–

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

1. Comprend les programmes d'apprentissage de métiers, les programmes des écoles d'études professionnelles, les diplômes d'études collégiales et les diplômes d'études universitaires inférieurs au baccalauréat (certificat).

2. Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
3. Il faut interpréter les données d'enquêtes avec prudence surtout lorsqu'il s'agit d'estimations régionales, alors que la marge d'erreur s'accroît considérablement.

Tableau 4 – Taux de chômage de la population de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008

	Laval			Ensemble du Québec		
	1998	2008	Variation (p. p.)	1998	2008	Variation (p. p.)
Sans grade, certificat ou diplôme	9,6 %	18,1 %	8,5	16,6 %	14,2 %	-2,4
Études secondaires terminées	12,1 %	6,9 %	-5,2	10,9 %	7,5 %	-3,4
Études postsecondaires partielles	10,8 %	N. D.	N. D.	12,5 %	7,7 %	-4,8
Diplôme d'études postsecondaires[1]	7,0 %	4,1 %	-2,9	8,3 %	5,7 %	-2,6
Grade universitaire[2]	N. D.	4,1 %	N. D.	5,0 %	4,5 %	-0,5
Total	8,4 %	6,7 %	-1,7	10,3 %	7,2 %	-3,1

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

1. Comprend les programmes d'apprentissage de métiers, les programmes des écoles d'études professionnelles, les diplômes d'études collégiales et les diplômes d'études universitaires inférieurs au baccalauréat (certificat).
2. Taux de chômage de 2,3 % selon les données du recensement de 2006.

N. D. : données non disponibles.

1.3 Revenu personnel disponible

Le revenu personnel disponible par habitant, en termes réels (dollars constants de 2007), est passé de 21 552 $ en 1997 à 25 239 $ en 2007 dans la région de Laval. Cela représente une hausse de 17,1 %, inférieure à celle de l'ensemble du Québec (+19,8 %).

Tableau 5 – Revenu personnel disponible par habitant (dollars de 2007) et variation en pourcentage, région et ensemble du Québec, 1997-2007

	Laval	Ensemble du Québec
1997	21 552	20 410
1998	21 635	20 595
1999	22 221	21 151
2000	23 268	22 059
2001	23 531	22 421
2002	23 693	22 634
2003	24 177	23 173
2004	24 110	23 307
2005	24 371	23 527
2006	24 404	23 760
2007	25 239	24 455
Variation 2007/1997 (%)	17,1	19,8

Source : Institut de la statistique du Québec, Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO); compilation de la DGARES.

1.4 Principaux indicateurs du marché du travail

Entre 1998 et 2008, le nombre de personnes occupant un emploi à Laval s'est accru de 39 500. Cette augmentation de 24 % du niveau d'emploi est supérieure à celle de l'ensemble du Québec (19,2 %).

La bonne tenue du marché du travail au cours de cette période s'est traduite par une hausse des taux d'emploi et d'activité (4,4 et 3,5 points de pourcentage respectivement). Quant au taux de chômage, il s'est replié de 8,4 % en 1998 à 6,7 % en 2008,taux inférieur à celui de l'ensemble du Québec (7,2 % en 2008).

Le ralentissement économique survenu à la fin de 2008 aura mis un terme à la progression des principaux indicateurs du marché du travail à Laval (non illustré). Lorsqu'on compare les six premiers mois de 2009 à ceux de 2008, on constate que les taux d'emploi et d'activité ont reculé de 4,7 et 3,8 points de pourcentage. Quant au taux de chômage, il a augmenté de 2 points de pourcentage au cours de cette période pour s'établir à 8,6 % au premier semestre de 2009 (8,9 % pour l'ensemble de la province).

Tableau 6 – Principaux indicateurs du marché du travail pour la région de Laval et le Québec

	Laval	Ensemble du Québec
Emploi (000)		
1998	163,9	3 257,5
2003	178,0	3 628,8
2008	203,3	3 881,7
Variation 2008/1998 (%)	24,0	19,2
Taux de chômage		
1998	8,4	10,3
2003	8,6	9,1
2008	6,7	7,2
Variation 2008/1998 (pts %)	-1,7	-3,1
Taux d'activité		
1998	65,9	62,5
2003	66,9	66,0
2008	69,4	65,7
Variation 2008/1998 (pts %)	3,5	3,2
Taux d'emploi		
1998	60,4	56,1
2003	61,1	60,0
2008	64,8	60,9
Variation 2008/1998 (pts %)	4,4	4,8

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

1.5 Structure industrielle[4]

La structure industrielle par emploi d'une région reflète ses activités, ses créneaux d'excellence (fabrication, services moteurs, etc.), ses forces et ses défis.

En 2007, la proportion des emplois du secteur primaire dans la région de Laval n'est plus que de 1 % (contre 2,6 % au Québec), probablement en raison de la forte urbanisation des dernières années.

Le secteur secondaire ressemble beaucoup à celui de l'ensemble du Québec, excepté la proportion d'emplois moindre dans la transformation des ressources naturelles.

Quant au secteur tertiaire, la région de Laval détient une longueur d'avance sur l'ensemble du Québec avec un nombre croissant d'emplois dans les services moteurs (services financiers, commerce de gros, services professionnels, etc.).

4. Cette section est tirée du « Portrait socio-économique des régions du Québec » produit par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Voir à cette adresse : http://www.mdeie.gouv.qc.ca/index.php?id=2547.

Tableau 7 – Structure industrielle selon l'emploi, 2007

	Laval		Ensemble du Québec		Part
	En millier	En %	En millier	En %	Région/Québec en %
Secteur primaire	2,1	1,0	101,1	2,6	2,1
Secteur secondaire	38,9	19,2	738,7	19,2	5,3
Fabrication[1]	30,2	14,9	543,2	14,1	5,6
Transformation des ressources naturelles	1,1	0,5	109,8	2,9	1,0
Fabrication de produits de consommation	14,6	7,2	233,4	6,1	6,3
Fabrication complexe	14,5	7,1	200,1	5,2	7,2
Construction	8,7	4,3	195,5	5,1	4,5
Secteur tertiaire[2]	161,9	79,8	3 011,9	78,2	5,4
Services aux ménages	57,8	28,5	1 074,7	27,9	5,4
Services publics	45,5	22,4	966,6	25,1	4,7
Services moteurs	58,7	28,9	970,6	25,2	6,0
Total	**203,0**	**100,0**	**3 851,7**	**100,0**	**5,3**

Source : Statistique Canada.

Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

1. La transformation des ressources naturelles regroupe le bois, le papier, les produits minéraux non métalliques et la transformation des métaux. La fabrication de produits de consommation comprend les aliments, les boissons et le tabac, les textiles, les produits textiles, les vêtements, le cuir, le caoutchouc et le plastique, les produits métalliques et les meubles. La fabrication complexe inclut l'impression, le pétrole et le charbon, les produits chimiques, les machines, les produits informatiques et électroniques, le matériel et les appareils électriques, le matériel de transport et les activités diverses.
2. Les services aux ménages regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les services publics comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, les administrations publiques, ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les services moteurs incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.

CHAPITRE 2 – INDICATEURS RELATIFS À LA PAUVRETÉ

2.1 FAIBLE REVENU

Le taux de faible revenu de la région de Laval, mesuré pour les personnes à l'aide de la MFR[5], a diminué de 0,2 point de pourcentage entre 1997 et 2007, contre 1,0 point de pourcentage dans l'ensemble du Québec. La région a toutefois reculé de quatre rangs entre 1997 et 2007, passant ainsi du 2ème au 6ème rang des régions administratives (tableau 8).

5. D'après la mesure de faible revenu (MFR) de Statistique Canada, une unité familiale est considérée comme étant à faible revenu si son revenu est inférieur à la moitié de la médiane des revenus de l'ensemble de la population ajustée selon la taille et la composition des unités familiales. La mesure de faible revenu peut être calculée avant impôt (MFR-AVI) et après impôt (MFR-API). C'est la mesure de faible revenu après impôt (MFR-API) qui est utilisée dans ce document.

Tableau 8 – Taux de faible revenu selon la Mesure de faible revenu (MFR), personnes, Laval et ensemble du Québec, 1997-2007

	Laval	Ensemble du Québec
1997	10,5	13,7
1998	9,0	12,2
1999	9,3	12,4
2000	9,6	12,9
2001	9,2	12,2
2002	9,5	12,6
2003	9,7	12,7
2004	9,9	12,7
2005	9,4	12,1
2006	9,6	12,1
2007	10,3	12,7
Variation 2007-1997	-0,2	-1,0
Rang[1] en 1997	2	
Rang[1] en 2007	6	
Différence de rang[1] 1997-2007	-4	

Source : Statistique Canada, Fichier sur les familles T1 (FFT1); compilation de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec.

1. 1er rang : taux le moins élevé; 17e rang : taux le plus élevé.

2.2 AUTRES INDICATEURS RELATIFS À LA PAUVRETÉ

Pour l'année d'observation la plus récente, la région de Laval se situait dans la moyenne québécoise, ou au-dessous, pour les indicateurs économiques, soit une meilleure performance que dans l'ensemble : 8e rang sur 16 pour le taux de chômage, 2e rang sur 17 pour le taux global d'assistance sociale, 3e rang sur 17 pour le rapport de dépendance économique et 6e rang sur 17 pour le faible revenu selon la Mesure de faible revenu (MFR). La population est plus scolarisée que dans l'ensemble (4e et 3e rangs). L'espérance de vie est au-dessus de la moyenne (1er rang) et la mortalité globale, au-dessous (1er rang) [tableau 9].

Tableau 9 – Indicateurs relatifs à la pauvreté, année la plus récente, région et ensemble du Québec

	Laval	Ensemble du Québec
Rapport de dépendance économique (2006)[3]	17,83 $	20,88 $
Rang[1]	3	
Proportion de la population de 25 à 64 ans avec diplôme d'études secondaires ou moins (2006)[4]	36,6	38,0
Rang[1]	4	
Proportion de la population de 25 à 64 ans sans aucun grade, certificat ou diplôme (2006)[4]	14,0	17,0
Rang[1]	3	
Espérance de vie à la naissance (2005)[5]	81	79,7
Rang[2]	1	
Mortalité globale, taux annuel moyen ajusté sur 5 ans pour 100 000 personnes (2005)[5]	635,8	710,7
Rang[1]	1	

1. 1er rang : montant ou taux le moins élevé; 16e rang (ou 17e) : montant ou taux le plus élevé.
2. 1er rang : nombre le plus élevé; 16e rang (ou 17e) : nombre le moins élevé.
3. Rapport de dépendance économique (RDE) : montant des transferts gouvernementaux pour 100 $ de revenu d'emploi dans une région. Source : Statistique Canada, *Profils de dépendance économique* (13C0017); compilations de l'ISQ.
4. Source : Statistique Canada, *Recensement 2006*.
5. Le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James sont exclus de la région du Nord-du-Québec.

2.3 ÉVOLUTION DE LA CLIENTÈLE PRESTATAIRE DES PROGRAMMES D'ASSISTANCE SOCIALE

En ce qui concerne les prestataires de l'assistance sociale, le tableau suivant présente l'évolution du nombre de ménages et celle du nombre et des taux d'assistance sociale des adultes, des enfants et des prestataires (adultes et enfants) [tableau 10 et graphique 1]. Dans la région de Laval, le taux d'assistance sociale, adultes et enfants, s'élevait à 4,7 % en mars 2009, en baisse depuis au moins mars 2000, alors qu'il était de 5,9 %. Dans l'ensemble du Québec, ce taux s'élevait à 7,4 %, en baisse depuis au moins 2000, alors qu'il était de 9,7 %.

Dans la région, les taux d'assistance sociale des enfants et des adultes sont significativement inférieurs à ceux de l'ensemble du Québec et ils sont tous deux en baisse depuis au moins 2000. Le taux d'assistance sociale (0-64 ans) y a diminué de 1,2 point de pourcentage entre mars 2000 et mars 2009, contre 2,2 points de pourcentage dans l'ensemble du Québec (tableau 10 et graphique 2).

Tableau 10 – Évolution du nombre de ménages et des nombres et taux d'adultes, d'enfants et du total des programmes d'assistance sociale, Laval et ensemble du Québec, mars 2000 et mars 2009

	Laval			Ensemble du Québec		
	Mars 2000	Mars 2009	Variation 2009-2000 (pts %)	Mars 2000	Mars 2009	Variation 2009-2000 (pts %)
Nombre de ménages distincts	10 831	10 097		391 863	340 730	
Nombre d'adultes distincts	12 280	11 336		444 735	377 293	
Taux d'assistance sociale (18-64 ans)	*5,5*	*4,6*	*-0,9*	*9,2*	*7,4*	*-1,8*
Nombre d'enfants	5 640	4 066		174 161	114 436	
Taux d'assistance sociale (0-17 ans)	*7,3*	*4,9*	*-2,4*	*10,9*	*7,5*	*-3,5*
Total distinct	17 920	15 402		618 896	491 729	
Taux d'assistance sociale (0-64 ans)	*5,9*	*4,7*	*-1,2*	*9,7*	*7,4*	*-2,2*

Source : MESS, fichiers administratifs, juillet 2009.

Chez les prestataires adultes, le taux d'assistance sociale selon le sexe dans la région de Laval ne montre pas de très grandes différences. Chez les hommes, le taux des prestataires, légèrement inférieur à celui des femmes en début de période (4,9 % contre 6 %), est devenu presque équivalent en fin de période (4,5 % contre 4,7 %). Le taux d'assistance sociale des personnes de 18 à 64 ans a diminué de 0,9 point de pourcentage de 2000 à 2009, comparativement à une diminution de 1,8 point de pourcentage pour l'ensemble du Québec (tableau 11 et graphique 3).

Tableau 11 – Nombre d'adultes prestataires des programmes d'assistance sociale selon le sexe et le programme, population de 18 à 64 ans, Laval et ensemble du Québec, mars 2000 et mars 2009

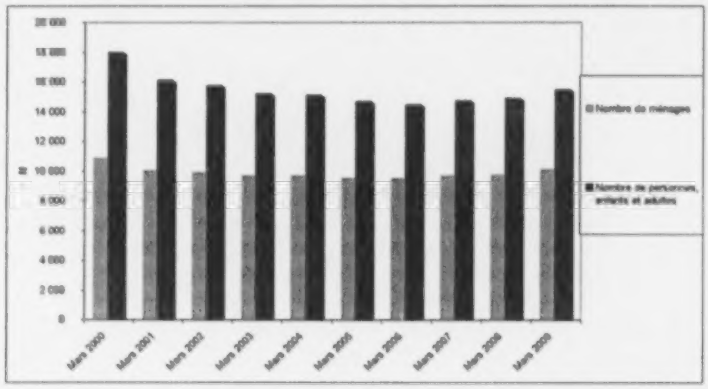
		Laval			Ensemble du Québec		
		Mars 2000	Mars 2009[2, 3]	Variation 2009-2000 (pts %)	Mars 2000	Mars 2009[2, 3]	Variation 2009-2000 (pts %)
Hommes		**5 466**	**5 529**		**216 100**	**195 676**	
Hommes de 18 à 64 ans		111 643	122 704		2 418 832	2 561 791	
Taux d'assistance sociale (18-64 ans)[1, 2]		*4,9*	*4,5*	*-0,4*	*8,9*	*7,6*	*-1,3*
Femmes		**6 814**	**5 807**		**228 635**	**181 617**	
Femmes de 18 à 64 ans		113 121	123 296		2 395 604	2 520 662	
Taux d'assistance sociale (18-64 ans)[1, 2]		*6,0*	*4,7*	*-1,3*	*9,5*	*7,2*	*-2,3*
Total		**12 280**	**11 336**		**444 735**	**377 293**	
Population totale de 18 à 64 ans		224 764	246 000		4 814 436	5 082 453	
Taux d'assistance sociale (18-64 ans)[1, 2]		*5,5*	*4,6*	*-0,9*	*9,2*	*7,4*	*-1,8*
	Aide sociale						
	Sans contraintes	5 318	4 365		205 192	143 268	
	Contraintes temporaires	3 361	2 906		106 845	88 463	
	Total Aide sociale	8 679	7 271		312 037	231 731	
Total	Solidarité sociale						
	Contraintes sévères	3 325	3 703		120 967	131 353	
	Conjoints de CSE	276	237		11 731	8 762	
	Total Solidarité sociale	3 601	3 940		132 698	140 115	
	Alternative jeunesse avec allocation	S. O.	146		S. O.	6 414	

Source : MESS, DGARES, DSSE, juillet 2009.

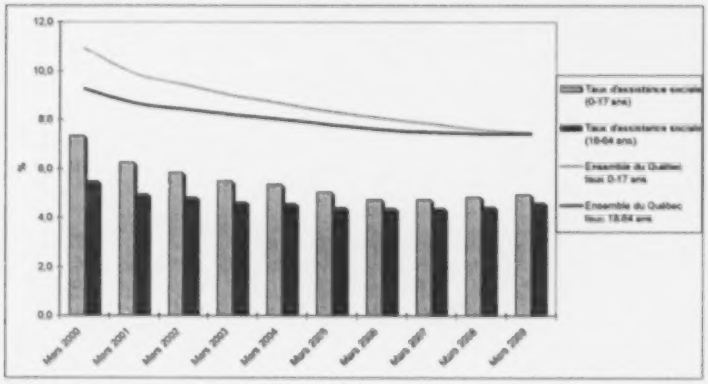
S. O. = sans objet.

1. Proportion de prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours dans l'ensemble de la population du Québec âgée de 18 à 64 ans. Pour mars 2009, les données de population utilisées pour calculer les taux d'assistance sociale sont des données estimées et fournies par l'Institut de la statistique du Québec.
2. Avant avril 2007, le taux d'assistance sociale était calculé en fonction des seuls prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours (Aide sociale et Solidarité sociale). Toutefois à partir d'avril 2007, ce taux tient aussi compte des participants et participantes à Alternative jeunesse qui reçoivent une allocation jeunesse. Il s'agit donc d'un taux d'assistance en fonction des trois programmes d'assistance sociale. Les participants et participantes à Alternative jeunesse qui, pour une même période, ont aussi reçu une aide financière de dernier recours, ne sont comptés qu'une seule fois.
3. Le total inclut également les participants et participantes à Alternative jeunesse qui reçoivent une allocation jeunesse. Celui ou celle qui reçoit une aide financière de dernier recours et une allocation jeunesse n'est compté qu'une seule fois.

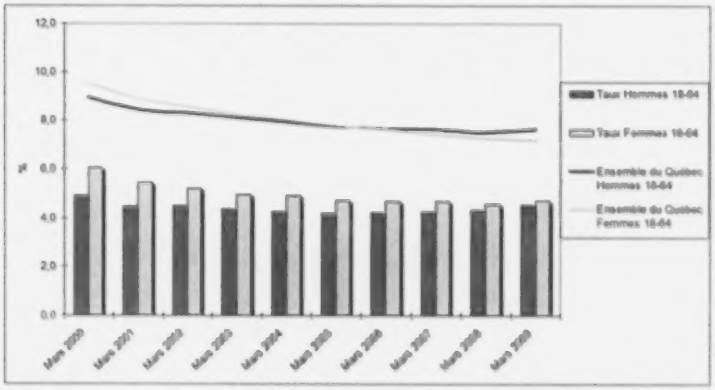
Graphique 1 – Évolution du nombre de ménages et de personnes prestataires des programmes d'assistance sociale, Laval, mars 2000 à mars 2009



Graphique 2 – Évolution des taux de prestataires, enfants et adultes, des programmes d'assistance sociale, Laval et ensemble du Québec, mars 2000 à mars 2009



Graphique 3 – Évolution des taux d'assistance sociale selon le sexe, population de 18 à 64 ans, Laval et ensemble du Québec, mars 2000 à mars 2009



2.4 LOGEMENT

La région de Laval reçoit proportionnellement moins que l'ensemble du Québec en matière d'aide à l'habitation, notamment en ce qui a trait à l'aide sous la forme de HLM, qui atteint tout juste la moitié de la moyenne provinciale.

Tableau 12 – Aide à l'habitation sociale, nombre de ménages aidés pour 1000 ménages, selon le type de programme, Laval et ensemble du Québec

Territoire	HLM[1]		AccèsLogis Québec Logement abordable Québec[2]		Supplément au loyer[1]		Allocation-logement[1]	
	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés/ 1000 ménages	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés/ 1000 ménages	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés/ 1000 ménages	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés/ 1000 ménages
Québec	**73 275**	**23,0**	**21 655**	**6,8**	**20 285**	**6,4**	**117 166**	**36,8**
Laval	1 734	12,0	529	3,7	452	3,1	4 169	28,9

Source : Données administratives, Société d'habitation du Québec.
1. En 2008.
2. Les statistiques se rapportent aux logements achevés et en voie de l'être au 31 mai 2009.

Comparativement à l'ensemble du Québec, on constate que dans la région de Laval on utilise très peu les programmes d'aide à la rénovation.

Tableau 13 – Amélioration de l'habitat, nombre de ménages aidés pour 1000 ménages, selon le type de programme, Laval et ensemble du Québec, 2003-2009[1]

Territoire	Rénovation		Adaptation		Divers[2]	
	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés/ 1000 ménages	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés/ 1000 ménages	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés/ 1000 ménages
Québec	**68 335**	**21,5**	**8 574**	**2,7**	**1 284**	**0,4**
Laval	166	1,2	292	2,0	34	0,2

Source : Données administratives, Société d'habitation du Québec.
1. Engagements entre le 1er avril 2003 et le 31 mars 2009.
2. Les interventions regroupées sous cette rubrique concernent le programme *Aide aux propriétaires de bâtiments résidentiels endommagés par l'oxydation de la pyrite.*

La part du revenu du ménage consacrée au logement, tant par les locataires que par les propriétaires de Laval, en particulier ceux qui consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement, est supérieure à celle de l'ensemble du Québec.

Tableau 14 – Taux d'effort des ménages privés selon le mode d'occupation, 2006
Part de revenu consacrée au logement

Territoire	Moins de 30 %				30 – 50 %				50 % et plus				Total	
	Locataire		Propriétaire		Locataire		Propriétaire		Locataire		Propriétaire		Locataire	Propriétaire
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nombre	
Québec	**810 615**	**64,4**	**1 637 760**	**86,1**	**245 780**	**19,5**	**161 215**	**8,5**	**203 085**	**16,1**	**102 105**	**5,4**	**1 259 480**	**1 901 080**
Laval	28 385	63,4	82 455	83,1	8 915	19,9	10 590	10,7	7 470	16,7	6 155	6,2	44 770	99 200

Source : Statistique Canada, *Recensement 2006*, compilation spéciale pour la Société d'habitation du Québec.

2.5 PROFIL DE SANTÉ ET DE BIEN-ÊTRE

Il est désormais bien établi que les conditions socio-économiques ont un effet déterminant sur l'état de santé de la population. Pour les données sociosanitaires régionales, veuillez vous référer à la Direction de santé publique de votre agence de la santé et des services sociaux au site Internet suivant : http://www.santepubliquelaval.ca/.

RÉFÉRENCES UTILES

BILAN DE LA QUATRIÈME ANNÉE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE.

EMPLOI-QUÉBEC (2009), *L'emploi au Québec*, volume 25, numéro 6, juin.

FRÉCHET, GUY, PIERRE LANCTÔT ET FRANCIS CRÉPEAU (2005), *Le positionnement de la région et des territoires de Centre local d'emploi (CLE) de la région d'après l'Indice de défavorisation matérielle et sociale, 1996 et 2001, 17 régions*, MESS, DGARES, 21 p.-27 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2008), *Bulletin statistique régional*, Édition 2008, 17 régions et CRES de la Montérégie, 30 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2008*), Panorama des régions du Québec*, Édition 2009, 17 régions, 138 p.

LOI VISANT À LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (MESS) [2009], *Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale, mai 2009*, Québec, Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 16 p.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION (MDEIE) [2009], *Portrait socio-économique des régions du Québec*, L'économètre, Édition 2009, 101 p.

PAMPALON, ROBERT et GUY RAYMOND (2003), « Indice de défavorisation matérielle et sociale : son application au secteur de la santé et du bien-être », *Santé, société et solidarité*, Les Publications du Québec, p. 191-208.

PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE 2004-2009.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES CANADA (RHDCC) [2008], *Le faible revenu au Canada de 2000 à 2006 selon la Mesure du panier de consommation*, Ottawa, Direction générale de la recherche appliquée, 81 p.

STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE.

Annexes

1.1 Faible revenu selon les régions

Entre 1997 et 2007, la majorité des régions administratives du Québec ont connu une baisse du taux de faible revenu. Pour l'ensemble du Québec, on constate que ce taux[6], calculé sur la base de la Mesure de faible revenu (MFR), est passé de 13,7 % en 1997 à 12,7 % en 2007, soit un recul de 1,0 point de pourcentage. Hormis les régions de Montréal et de l'Estrie, où le taux de faible revenu a augmenté respectivement de 1,1 et 0,3 point de pourcentage au cours de cette période, on remarque que l'ensemble du Québec a enregistré une diminution de ce taux à divers degrés au cours de la même période. Plusieurs éléments peuvent être invoqués pour expliquer la bonne tenue du Québec à cet égard. Notons seulement que le début du nouveau millénaire a été caractérisé par une conjoncture économique favorable et par la mise en œuvre par le Québec de nombreuses mesures visant à soutenir le revenu des personnes en situation de vulnérabilité.

Tableau 15 – Taux de faible revenu selon la Mesure de faible revenu (MFR), personnes, régions administratives et ensemble du Québec, 1997-2007

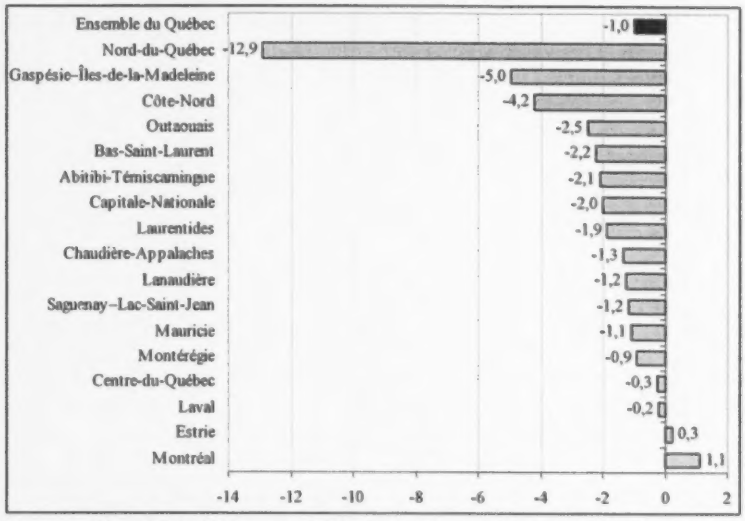
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
						%					
Abitibi-Témiscamingue	13,5	12,3	12,6	13,5	12,4	12,4	12,6	12,3	11,2	11,0	11,4
Bas-Saint-Laurent	12,7	11,1	11,6	12,2	10,5	10,6	10,7	10,6	9,9	10,0	10,5
Capitale-Nationale	11,5	10,4	10,4	10,7	10,0	9,8	9,7	9,8	9,3	9,2	9,5
Centre-du-Québec	11,5	10,0	10,3	10,6	10,2	10,5	10,9	11,0	10,4	10,7	11,2
Chaudière-Appalaches	9,0	7,9	8,0	8,3	7,4	7,6	7,6	7,6	7,2	7,3	7,7
Côte-Nord	16,5	15,4	13,2	13,6	12,1	12,4	11,7	12,2	11,5	11,9	12,4
Estrie	12,1	10,7	11,2	11,8	11,0	11,3	11,6	11,7	11,2	11,5	12,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	17,7	15,4	15,2	15,5	13,1	13,2	12,7	12,9	12,3	12,1	12,7
Lanaudière	11,4	10,2	10,4	10,9	10,2	10,4	10,1	10,1	9,3	9,4	10,2
Laurentides	12,2	10,6	10,8	11,2	10,3	10,6	10,3	10,2	9,5	9,5	10,3
Laval	10,5	9,0	9,3	9,6	9,2	9,5	9,7	9,9	9,4	9,6	10,3
Mauricie	14,6	13,2	13,1	13,6	13,2	13,5	13,5	13,8	13,2	12,9	13,5
Montérégie	10,9	9,6	9,8	10,2	9,5	9,8	9,9	9,8	9,2	9,2	10,0
Montréal	19,1	17,1	17,9	18,7	18,4	19,4	19,9	20,1	19,3	19,3	20,2
Nord-du-Québec	30,2	29,2	15,7	16,2	14,6	14,4	14,2	14,7	14,2	16,2	17,3
Outaouais	14,2	12,6	13,0	12,8	11,2	11,8	12,0	12,0	11,4	11,4	11,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	11,3	10,2	10,1	10,9	10,4	10,7	10,8	10,6	10,1	9,8	10,1
Ensemble du Québec	**13,7**	**12,2**	**12,4**	**12,9**	**12,2**	**12,6**	**12,7**	**12,7**	**12,1**	**12,1**	**12,7**

Source : Statistique Canada, Fichier sur les familles T1 (FFT1); compilation de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec.

Parmi les 15 régions où le taux de faible revenu a diminué, seulement la Montérégie, le Centre-du-Québec et Laval ont connu une amélioration inférieure à celle de la province. Mentionnons que les régions du Nord-du-Québec, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord ont mieux réussi que les autres, le taux de faible revenu y a diminué de plus de 4 points de pourcentage.

6. Les taux de faible revenu présentés ici font référence aux personnes.

Graphique 4 – Variation du taux de faible revenu des personnes selon la Mesure de faible revenu (MFR) par région administrative entre 1997 et 2007 (point de pourcentage)



Source : Statistique Canada, Fichier sur les familles T1 (FFT1); compilation de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec.

1.2 – Tableau de bord des indicateurs relatifs à la pauvreté régionale

Le Tableau de bord des indicateurs relatifs à la pauvreté (voir tableau 16) réunit les données les plus récentes de quelques indicateurs, dans les sphères de l'économie, de l'éducation, de la santé et du bien-être et de la défavorisation.

- D'après ces mesures, 12,7 % des personnes au Québec avaient un faible revenu selon la Mesure de faible revenu (MFR) en 2007. Le meilleur rang est celui de la région des Chaudière-Appalaches et le dernier, celui de Montréal.
- Le taux de chômage des mois d'avril à juin 2009 était de 8,5 %. Le meilleur rang est celui de la Capitale-Nationale et le dernier, celui de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.
- Le taux d'assistance sociale de mai 2009 était de 7,4 % de la population de 0 à 64 ans. Le meilleur rang est celui du Nord-du-Québec et de l'Administration régionale Kativik et le dernier, celui de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.
- Le rapport de dépendance économique moyen du Québec était de 20,88 $ en 2006. Le meilleur rang est celui de l'Outaouais et le dernier, celui de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.
- Les indicateurs de sous-scolarisation révèlent que 38 % de la population de 25 à 64 ans au Québec en 2006 possèdent un diplôme d'études secondaires ou une scolarité moindre et 17 % ne possèdent aucun grade, certificat ou diplôme. Le meilleur rang pour les deux indicateurs est celui de la Capitale-Nationale et le dernier, celui du Nord-du-Québec et de l'Administration régionale Kativik.
- L'espérance de vie à la naissance est la plus élevée à Laval et la moins élevée en Abitibi-Témiscamingue. Quant à la mortalité globale, elle est la moins élevée à Laval et la plus élevée en Abitibi-Témiscamingue.
- L'Indice de défavorisation matérielle et sociale de 2006 permet d'observer que près de trois personnes sur quatre partagent les caractéristiques du quintile le plus défavorisé **matériellement** de l'ensemble du Québec dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine; c'est aussi le cas pour 60 % de la population du Nord-du-Québec et de l'Administration régionale Kativik et pour plus de 42 % de la population du Bas-Saint-Laurent. Dans l'Île-de-Montréal, le tiers de la population partage les caractéristiques du quintile le plus défavorisé **socialement** de l'ensemble du Québec; c'est le cas aussi pour 26 % de la population de la région de la Capitale-Nationale, une caractéristique manifestement plus urbaine que rurale.

En ce qui concerne la défavorisation matérielle (indicateur économique fondé sur la scolarité, le rapport emploi/population et le revenu moyen) et sociale (indicateur social fondé sur l'éloignement par rapport à un réseau social sur la base des taux observables de personnes séparées, veuves ou divorcées, de familles monoparentales ou de personnes seules), la mesure permet de simuler ce qu'il en serait dans la région si les seuils de référence de la population de l'ensemble du Québec répartie en quintiles (20 %) s'appliquaient dans la région.

À propos de l'interprétation de cet indice, il importe de noter qu'un taux par exemple de 30 % de personnes vivant dans un territoire défavorisé est différent d'un taux de personnes défavorisées. Cela signifie que la moyenne des caractéristiques des personnes les ferait correspondre au quintile (20 %) le plus défavorisé de l'ensemble du Québec, ou si l'on préfère, que 30 % des personnes de la région partagent les caractéristiques du quintile le plus défavorisé de l'ensemble du Québec; de la même façon, un taux de 5 % de personnes vivant dans un territoire favorisé est différent d'un taux de personnes favorisées. Cela signifie que la moyenne des caractéristiques des personnes les ferait correspondre au quintile le plus favorisé de l'ensemble du Québec, ou si l'on préfère, que 5 % de la population de la région partage les caractéristiques du quintile le plus favorisé de l'ensemble du Québec. Il peut y avoir des personnes favorisées dans un territoire défavorisé et, à l'inverse, des personnes défavorisées dans un territoire favorisé, étant donné que l'unité d'observation est l'aire de diffusion de 400 à 700 personnes.

Tableau 16 – Tableau de bord des indicateurs relatifs à la pauvreté, comparaisons interrégionales, année la plus récente, Québec

	Bas-Saint-Laurent	Saguenay - Lac-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Montréal	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	Chaudière-Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides	Montérégie	Centre-du-Québec	Ensemble du Québec
TAUX DE FAIBLE REVENU D'APRÈS LA MESURE DE FAIBLE REVENU (MFR)																		
Taux de faible revenu (personnes)	10,5	10,1	9,5	13,5	12,4	20,2	11,7	11,4	12,4	17,3	12,7	7,7	10,3	10,2	10,3	10,0	11,2	12,7
Rang [4]	*8*	*4*	*2*	*15*	*13*	*17*	*11*	*10*	*12*	*16*	*14*	*1*	*6*	*5*	*7*	*3*	*9*	
TAUX DE CHÔMAGE (AVRIL-JUIN 2009) [1]									Côte-Nord, NdQc & ARK									
Taux de chômage - estimations régionales non désaisonnalisées	8,8	10,4	4,9	9,5	8,3	11,9	6,3	10,3	9,2		16,9	5,3	8,2	7,2	6,8	7,6	7,2	8,5
Rang [4]	*10*	*14*	*1*	*12*	*9*	*15*	*5*	*13*	*11*		*16*	*2*	*8*	*5*	*4*	*7*	*5*	
TAUX D'ASSISTANCE SOCIALE (MAI 2009) [2]									Côte-Nord	NdQc & ARK								
Taux d'assistance sociale (18-64 ans)	8,0	7,6	5,6	10,5	8,4	10,2	6,5	7,2	5,6	4,4	10,8	4,8	4,6	5,8	5,6	5,5	7,9	7,4
Rang [4]	*13*	*11*	*3*	*16*	*14*	*15*	*9*	*10*	*3*	*1*	*17*	*5*	*2*	*8*	*5*	*4*	*12*	
Taux d'assistance sociale (0-17 ans)	5,5	5,6	4,3	9,7	7,8	14,7	6,6	5,3	4,3	4,1	9,4	3,1	4,9	5,3	4,5	5,1	6,8	7,5
Rang [4]	*10*	*11*	*3*	*16*	*14*	*17*	*12*	*8*	*3*	*2*	*15*	*1*	*6*	*8*	*5*	*7*	*13*	
Taux d'assistance sociale (0-64 ans)	7,5	7,1	5,3	10,4	8,2	11,2	6,5	6,8	5,3	4,3	10,5	4,4	4,7	5,7	5,3	5,4	7,6	7,4
Rang [4]	*12*	*11*	*4*	*15*	*14*	*17*	*9*	*10*	*4*	*1*	*16*	*2*	*3*	*8*	*4*	*7*	*13*	
INDICATEURS RELATIFS À LA PAUVRETÉ																		
Rapport de dépendance économique (2006) [3]	33,22 $	25,83 $	19,32 $	29,85 $	25,61 $	20,70 $	16,93 $	25,97 $	22,10 $	23,41 $	52,79 $	21,91 $	17,83 $	20,37 $	18,94 $	17,35 $	27,29 $	20,88 $
Rang [4]	*16*	*12*	*5*	*15*	*11*	*7*	*1*	*13*	*9*	*10*	*17*	*8*	*3*	*6*	*4*	*2*	*14*	
Proportion de la population de 25 à 64 ans avec diplôme d'études	41,5	36,1	52,3	40,1	40,4	52,8	40,0	46,4	46,7	52,8	49,0	40,3	56,6	44,5	40,7	39,5	43,8	58,0
Rang [4]	*11*	*3*	*1*	*7*	*9*	*2*	*6*	*14*	*15*	*17*	*16*	*6*	*4*	*13*	*10*	*5*	*12*	
Proportion de la population de 25 à 64 ans sans aucun grade, certificat	21,8	17,3	11,4	18,4	19,6	13,7	18,4	26,8	25,8	38,0	29,5	19,4	14,0	20,2	18,1	17,0	22,4	17,0
Rang [4]	*12*	*5*	*1*	*7*	*10*	*2*	*8*	*15*	*14*	*17*	*16*	*9*	*3*	*11*	*6*	*4*	*13*	
Locataires qui consacrent 30 % ou plus de leur revenu pour le	30,5	33,3	33,5	35,8	35,3	38,5	35,7	31,1	26,2	8,9	28,3	26,5	36,5	34,5	34,6	32,6	30,6	35,2
Rang [4]	*5*	*9*	*10*	*15*	*13*	*17*	*14*	*7*	*2*	*1*	*4*	*3*	*16*	*11*	*12*	*8*	*6*	
Espérance de vie à la naissance (2005) [10]	79,9	78,7	80,2	79,3	80,0	80,1	78,7	78,1	78,7	78,6	79,4	80,4	81,0	78,9	79,0	79,8	79,3	79,7
Rang [4]	*6*	*13*	*1*	*9*	*5*	*4*	*13*	*17*	*13*	*16*	*8*	*2*	*1*	*12*	*11*	*7*	*9*	
Mortalité globale, taux annuel moyen ajusté pour 5 ans pour 100 000	697,1	737,6	687,6	731,2	696,2	703,0	750,8	786,9	736,5	678,7	735,6	669,9	635,8	747,5	758,6	716,1	731,2	710,7
Rang [4]	*6*	*13*	*4*	*9*	*5*	*7*	*15*	*17*	*12*	*3*	*11*	*2*	*1*	*14*	*16*	*8*	*9*	
INDICE DE DÉFAVORISATION[6], DIMENSIONS MATÉRIELLE ET SOCIALE (2006)																		
Dimension matérielle [8]																		
1re quintile (supérieur)	5,1	6,0	32,6	10,4	13,2	25,9	27,2	3,2	7,2	5,4	0,0	13,3	23,4	11,2	10,2	23,8	4,9	20,0
2e quintile	10,2	16,8	24,8	14,4	19,1	17,9	18,7	10,3	17,9	5,7	2,7	19,3	32,8	21,9	22,0	23,4	13,3	20,0
3e quintile	17,9	20,6	18,5	20,6	22,2	17,4	18,5	20,2	17,2	8,6	4,9	23,5	22,0	20,8	24,5	22,0	22,7	20,0
4e quintile	24,4	26,9	15,4	23,0	23,6	18,3	15,3	26,7	21,2	19,5	18,6	22,0	13,9	21,6	20,8	19,7	32,6	20,0
5e quintile (inférieur)	42,4	29,7	8,7	29,6	21,9	20,6	20,4	39,6	36,4	60,8	73,8	21,9	7,9	24,5	14,5	11,0	26,6	20,0
Dimension sociale [9]																		
1re quintile (supérieur)	29,6	24,6	17,4	15,2	15,9	12,1	16,9	25,7	34,5	58,1	31,1	30,5	28,1	20,1	18,2	23,1	24,5	20,0
2e quintile	26,4	24,9	20,0	19,3	23,5	10,5	23,0	25,2	22,4	24,9	30,4	26,8	19,1	29,8	21,5	21,6	24,2	20,0
3e quintile	21,9	21,7	17,7	24,5	20,4	15,3	22,5	20,8	22,1	5,7	29,5	20,8	16,9	24,6	23,1	21,7	22,1	20,0
4e quintile	13,8	17,7	19,0	18,1	18,2	28,6	17,1	14,5	14,9	7,2	8,1	13,8	30,3	15,3	21,5	17,1	14,3	20,0
5e quintile (inférieur)	8,4	11,1	26,0	22,9	22,0	33,5	20,5	13,8	6,1	4,1	0,9	8,1	15,5	10,2	13,6	16,4	14,8	20,0

Notes du tableau précédent

1. Le taux de chômage correspond à la moyenne des estimations non désaisonnalisées des mois d'avril, mai et juin 2009. Source : Emploi-Québec, *L'emploi au Québec*, volume 25, numéro 6, juin 2009.
2. MESS, Fichiers administratifs.
3. Rapport de dépendance économique (RDE) : montant des transferts gouvernementaux pour 100 $ de revenu d'emploi dans une région. Source : Statistique Canada, *Profils de dépendance économique* (13C0017); compilations de l'ISQ.
4. Source : Statistique Canada, *Recensement 2006*.
5. Cette mesure permet de simuler ce qu'il en serait dans la région si les seuils de référence de la population de l'ensemble du Québec répartie en quintiles (20 %) s'appliquaient dans la région. Le taux indique le pourcentage de la population vivant dans des aires de diffusion (unités de 400 à 700 personnes) où la moyenne des indicateurs la situe sous le seuil correspondant au quintile pour l'ensemble du Québec. Sources : Pampalon, R., et G. Raymond, Indice de défavorisation matérielle et sociale : son application au secteur de la santé et du bien-être, *Santé, société et solidarité*, Les Publications du Québec, 2003; Statistique Canada, *Recensement 2006*.
6. Il s'agit d'un indicateur économique fondé sur la scolarité, le rapport emploi/population et le revenu moyen.
7. Il s'agit d'un indicateur social fondé sur l'éloignement par rapport à un réseau social en vertu des taux observables de personnes séparées, veuves ou divorcées, de familles monoparentales ou de personnes seules.
8. 1er rang : montant ou taux le moins élevé; 16^{e} rang (ou 17^{e}) : montant ou taux le plus élevé.
9. 1er rang : nombre le plus élevé; 16^{e} rang (ou 17^{e}) : nombre le moins élevé.
10. Le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James sont exclus de la région du Nord-du-Québec.